

- Q.: M. Pepin soulèvera-t-il la question demain à la Conférence de Madrid et se joindra-t-il à M. Shultz pour exiger des explications de M. Gromyko?
- R.: La question sera soulevée par M. Pepin demain à la réunion de la CSCE. Ce sera la première partie de ses observations.
- Q.: Cette réaction modifiera-t-elle votre position sur les sanctions?
- R.: Non. Je ne la considère pas comme une base suffisante pour le retrait de ces sanctions.
- Q.: Qu'en est-il de Gander? M. Mulroney a préconisé que l'on empêche Aéroflot d'y faire escale.
- R.: Nous avons arrêté tous les vols réguliers et nolisés au Canada. Je crois qu'il est hors de question que nous autorisions des vols nolisés au Canada. Il reste Gander, qui est peut-être utilisé une fois par mois, et probablement moins souvent que cela. Je pense que nous avons pris une initiative qui est tout à fait directe et concrète. Je ne suis pas sûr qu'on changerait beaucoup de choses en interdisant ces escales. Un vol nolisé qui devrait occasionnellement utiliser Gander pour se ravitailler en carburant constituerait un point de pression supplémentaire.
- Q.: Attendez-vous d'autres options? L'arrêt des vols à Montréal est-il la mesure la plus sévère que le gouvernement entend prendre?
- R.: Non. Je n'ai jamais dit cela. Je pense que la réaction doit être graduelle ou progressive. La suite dépendra des événements. Je ne prévois aucune autre mesure pour le moment.
- Q.: La déclaration soviétique faite aujourd'hui rend-elle plus facile l'indemnisation des victimes?
- R.: Je pense qu'elle serait plus facile à obtenir si l'Union soviétique assumait une certaine responsabilité pour avoir abattu cet aéronef civil. Mais dans sa déclaration d'aujourd'hui, l'URSS n'admet aucune responsabilité. Elle affirme même que la responsabilité en incombe entièrement aux Etats-Unis. Ce qui est fort peu plausible.